

***la nouvelle* ACTION FRANÇAISE**

diplomatie,

politique industrielle,

des

ambiguités

les

journées

royalistes

p. 10-11

dossier

"provence

côte d'azur"

p. 6-7-8

L'échec d'une politique

Une récession due à l'effet conjugué d'un chômage conjoncturel et d'un chômage structurel.

Dans un environnement mondial caractérisé par un ralentissement persistant de l'activité économique, la politique giscardienne se donnait comme objectif à la fois de ralentir le taux d'inflation, d'éviter la dégradation du marché de l'emploi et de réduire le déficit de la balance commerciale.

Triple objectif ambitieux, mais non point irréalisable sous réserve d'une analyse préalable cohérente et réaliste, suivie de l'affirmation d'une ferme volonté de redressement et de réorientation économique concrétisée par la mise en œuvre d'une politique véritablement contractuelle.

Or en fait d'analyse réaliste de la situation, on en reste encore à de médiocres arguments polémiques, telle l'incidence de la hausse du pétrole importé sur la poursuite et le développement sans précédent de l'inflation. Il est trop facile d'imputer au seul pétrole le passage d'une hausse annuelle des prix de détail d'environ 8,5 % en 1973 à quelques 16 ou 17 % en 1974. Plus exactement les analyses économiques les plus sérieuses affectent une part relativement modeste à la hausse du prix du pétrole brut importé, qui serait au plus responsable d'environ 4 % d'augmentation de l'indice des prix de détail. Encore faut-il préciser que cette recherche se base sur l'évolution du coût d'accès au brut officiellement communiquée par les sociétés pétrolières françaises — sociétés nationales ou filiales de sociétés étrangères. Chacun sait depuis la publication du rapport de la commission d'enquête sur les sociétés pétrolières que le coût d'accès au brut avancé par ces dernières est certainement quelque peu majoré !

Par contre la discrétion est de rigueur dans les milieux gouvernementaux sur les conséquences réelles de l'opération Fourcade « Frein sur les prix ». Cette « baisse volontaire de 5 % » laisse sceptique la plupart des ménagères tandis que les grandes surfaces de distribution en font un remarquable argument de promotion des ventes. Tel rayon de produits alimentaires est aujourd'hui surmonté d'un grand placard annonçant la baisse, alors que seul le prix d'un ou deux articles est diminué !

Et l'inflation loin de s'atténuer, connaît au contraire un nouvel essor. L'indice des prix du mois d'octobre est à cet égard fort révélateur et l'on peut craindre que les résultats de novembre soient tout aussi désastreux. Il devient donc plus que jamais urgent de cerner la réalité profonde des phénomènes inflationnistes, pour éviter l'emploi de remèdes qui se révèlent pire que le mal. Car la conjugaison d'un fort taux d'inflation et d'un développement du chômage appelle des remèdes nouveaux.

LA RECESSION

Si les perspectives établies il y a un an, correspondaient à un léger ralentissement de la croissance, les prévisions actuelles conduisent à diminuer de près de 2 % le taux de progression en 1974 de la production intérieure brute, par rapport à celui de 1973. Cette situation de récession provoque évidemment de nombreux licenciements et on ne peut relever sans inquiétude des informations de ce type : « Les Comités départementaux d'aide aux entreprises ont reçu 477 dossiers entre le 16 novembre et le 2 décembre, contre 249 au cours de la quinzaine précédente » (Le Monde, 8 décembre).

Aujourd'hui notre pays subit l'effet conjugué d'un chômage conjoncturel (arrêt momentané de chaînes de production par exemple) et d'un chômage structurel, conséquence parmi d'autres du profond bouleversement du marché de l'énergie. A cela est venu récemment s'ajouter diverses causes de chômage purement technique à la suite des grèves des P. et T. ou de la Néogravure. Cette situation implique la mise en œuvre simultanée de mesures sélectives de relance progressive de certains secteurs économiques pour faire face au chômage conjoncturel et de plans de restructurations et de réorientation contrôlée pour pallier à plus long terme le développement du chômage structurel.

Que penser alors du récent mariage de raison de Peugeot et Citroën ? L'aide de l'Etat non assortie d'un contrôle direct ou indirect — par l'intermédiaire des travailleurs — risque d'être d'une efficacité toute relative. Pour illustrer ces mêmes propos arrêtons-nous sur un secteur moteur de l'économie hier encore en plein développement — souvent au prix d'une défiguration profonde du visage de nos villes — le bâtiment ou plutôt l'immobilier. On constate actuellement qu'en raison de l'influence défavorable des restrictions de crédit, le nombre de mises en chantier est aujourd'hui en diminution de 30 à 40 % par rapport à l'année dernière. Par conséquent les investissements des ménages en logements n'augmenteraient que de 3,3 % en 1974 contre 7,5 % en 1973. Le processus est en lui-même cumulatif et l'interaction des deux phénomènes conduit dans un premier temps au marasme dans un secteur très actif de l'économie et, dans un deuxième temps, à l'horizon d'un ou deux ans, à une nouvelle et très importante hausse du coût du logement puisque la demande restera relativement stable et concentrée. En l'absence d'une réorientation radicale de la politique d'urbanisme nous nous trouverons avant deux ans devant les mêmes problèmes et partant

devant les mêmes solutions catastrophiques que durant ces dix dernières années.

Le cycle chômage-inflation, inflation-chômage est-il une fatalité dans nos sociétés industrielles ? S'il est à craindre que la France ne compte en 1975 un million de chômeurs faudra-t-il avoir recours aux mêmes vieilles recettes keynésiennes et dans le même temps sacrifier la lutte contre l'inflation à l'objectif du plein emploi ? C'est-à-dire sacrifier la justice à la pérennité de la chaîne production-consommation ?

Lutter contre le chômage sans négliger de lutter contre l'inflation qui réduit à néant les fruits du travail, c'est d'abord lutter contre un pouvoir politique asservi aux puissances économiques.

Si la crise économique révèle la faillite d'un régime politique elle découvre également les tares d'un système économique dont le développement s'est trop longtemps nourri de l'inflation pour aujourd'hui s'inquiéter du chômage.

P. d'AYMERIES

à

paraître

le

15 janvier

LE DESORDRE ETABLI par Bertrand Renouvin chez Stock dans la collection Lutter.

Nous demandons à tous les lecteurs de la N.A.F. de nous réserver leurs achats. Passez vos commandes immédiatement en versant 28 F à I.P.N. Diffusion. B.P. 558, 70526 Paris, Cédex 01, C.C.P. I.P.N. 33-537-41 La Source.

Lorsque la politique actuelle du Gouvernement présente des éléments positifs, pourquoi ne pas s'en féliciter ? Car contrairement à ce que croient certains, notre opposition à la république giscardienne n'est ni de rage impuissante ni de discrédit systématique. Et nous n'aurions pas manqué, depuis six mois, de célébrer le positif du nouveau régime si nous avions pu l'inscrire à son bilan.

Les visites de MM. Brejnev et Bourassa, le voyage de M. Chirac à Bagdad et à Athènes avec les contrats et les marques d'amitié qu'il rapporte, sont donc à inscrire à l'actif d'une diplomatie qui, curieusement, ne semble pas être totalement l'œuvre du ministre des Affaires étrangères. Il ne s'agit là, évidemment, que d'un mince problème au regard du maintien d'une politique constructive, tant à l'égard des pays de l'Est que des riverains de la Méditerranée - Algérie comprise.

POUR LA LIBERTE

Le problème reste de savoir s'il s'agit de la politique du Gouvernement ou d'une fraction de celui-ci, à moins qu'il n'agisse qu'en fonction de l'impulsion déjà lointaine d'acteurs aujourd'hui disparus. Comme dans beaucoup d'autres domaines, la réponse décisive ne pourra être donnée qu'avec le recul du temps. Car les ambiguïtés demeurent, même dans cette politique étrangère où nous relevons plusieurs motifs de satisfaction : ainsi la gestion européenne, réactualisée par une conférence « au sommet » dont on semble faire grand cas.

Nous ne rappellerons pas les réserves et les critiques cent fois formulées dans ces colonnes, nous contentant de citer Philippe de Saint-Robert qui préfère, comme nous, que la France reste « crottée de liberté » plutôt que d'être passée au décapant américain : « N'importe quelle Europe n'est pas une fin en soi : c'est aujourd'hui l'évidence. N'importe quelle indépendance non plus, d'ailleurs. Aussi la France n'a-t-elle jamais conçu son indépendance comme neutraliste, mais au contraire comme fort active — à l'encontre, notamment, du système des blocs qui prétend prolonger Yalta à perpétuité. De ce fait, elle a conscience de faire une politique de paix : on l'a vu dans les affaires d'Indochine, on le voit dans les affaires du Proche-

Orient. Quelle Europe amarrée à l'hégémonie américaine, telle que la souhaite le chancelier d'Allemagne, nous offrirait la même liberté, nous permettrait le même rôle ? »

QUELLE POLITIQUE INDUSTRIELLE ?

L'équivoque plane aussi sur le plan industriel, depuis qu'ont été rendus publics le « prêt » de un milliard à Citroën et le « rapprochement » Berliet-Saviem. Curieux cadeau, en dépit des mauvaises justifications avancées : c'est à se demander si, à force de dénoncer « le pouvoir-allié-des-grands-monopoles », les communistes n'ont pas tapé pour une fois dans le mille. Car voici un milliard — destiné à « assainir » la trésorerie de Citroën — qui tombe tout droit dans l'escarcelle de François Michelin, actionnaire majoritaire de la firme au double chevron. A quoi il faut ajouter les 450 millions que Renault reçoit pour acheter Berliet à ... M. François

Michelin. Voilà au moins un industriel chanceux ... à tel point qu'on peut légitimement se demander s'il n'existe pas des liens privilégiés entre certains personnages de l'Etat et certaines firmes privées.

On sait que, pendant ce temps, le « France » est désarmé tandis qu'un silence suspect entoure la décision gouvernementale concernant la Compagnie Internationale pour l'Informatique. Le sacrifice des industries de pointe au profit de subventions inconsidérées, est-ce bien cela la politique industrielle de MM. Giscard d'Estaing et d'Ornano ? ...

LE JEU DE LA GAUCHE

L'ambiguïté demeure enfin dans le jeu politique français. Commencée il y a plusieurs semaines, la polémique du Parti communiste contre les socialistes fait de plus en plus clairement apparaître la crainte d'une « union sacrée » de la droite et de la gauche mitterrandiste dont le P.C. ferait les frais. C'est bien là l'intention du pouvoir qui tente depuis longtemps de rejeter communistes et nationaux non-giscardiens dans un ghetto comme la IV^e République le fit pour le P.C. et le R.P.F. Des élections suivraient alors, qui tenteraient de donner une base stable au giscardisme.

L'opération n'est pas impensable, rien de fondamental ne séparant certains socialistes des giscardiens. Ils ont déjà fourni au Gouvernement un concours indispensable lors du vote sur l'avortement. Ce qui montre que, sur une question aussi fondamentale, la droite et la gauche classiques se rejoignent dans une même subversion, non seulement du droit, mais de la vie, et de la civilisation (1). Les communistes ont, il est vrai, participé à ce résultat. Mais on peut très bien concevoir d'autres opérations confortées par une entente au niveau gouvernemental où seuls les socialistes seraient partie prenante. Cela se fera ou ne se fera pas. Mais le seul fait de poser la question montre en quel mépris la droite et la gauche tiennent des Français réputés citoyens libres et responsables d'une démocratie manifestement toute formelle.

Bertrand RENOUVIN



(1) Nous publierons la semaine prochaine une importante étude de Gérard Leclerc, sur « Avortement et société industrielle ».

le sommet de rambouillet

● D'importants contrats conclus. Mais aussi une opération de politique intérieure.

Léonid Ilitch Brejnev était inquiet. En arrivant à Orly mercredi après-midi pour rencontrer Giscard d'Estaing, il se demandait de quel bois était fait son interlocuteur. Bien sûr, les deux hommes se connaissaient déjà puisque l'ancien ministre des Finances avait eu à plusieurs reprises l'occasion de se rendre à Moscou, pour la signature de différents accords économiques dans le cadre de la grande commission franco-soviétique. Mais le maître du Kremlin nourrissait quelques inquiétudes depuis que, devenu Président de la République Française, Giscard avait dû s'entourer de personnalités aussi peu recommandables que J.J.-S.S. et Lecanuet, inquiétudes sans doute renforcées par les mauvaises querelles que M. Poniatowski faisait aux communistes français. La diplomatie française allait-elle abandonner la voie pompidolienne ?

Le secrétaire général du PC soviétique s'est trouvé rassuré à double titre. Non seulement, son interlocuteur assurait de rester fidèle aux grands principes qui guidaient l'action de son prédécesseur — notamment en matière de coopération franco-soviétique — mais encore, il allait lui promettre ce que jamais Georges Pompidou n'avait voulu lui concéder : l'accord de la France pour une conférence européenne sur la sécurité, « au plus haut niveau ».

Au plan économique, la rencontre de Rambouillet aura permis de conclure d'intéressants contrats portant sur la fourniture de gaz soviétique à la France et sur l'octroi de crédits français à l'URSS. De plus, la France s'est engagée à construire en URSS une usine d'aluminium et une usine de contacteurs, dont la capacité de production serait très importante.

Pourtant, au-delà du caractère spectaculaire des chiffres atteints en matière d'échanges économiques, et au-delà de la participation promise de Giscard au futur sommet d'Helsinki, on peut s'interroger sur l'utilité concrète de ce tête-à-tête. La conclusion de contrats, si importants soient-ils, apparaît désormais comme une opération ordinaire, voire routinière qui entre aussi bien dans le cadre plus modeste de la commission franco-soviétique.

Quant au projet de conférence sur la Sécurité et la Coopération européenne « au plus haut niveau », la situation paraît, à court terme, bloquée. Elle cesserait de l'être si des progrès pouvaient être accomplis, concernant la troisième « corbeille », relative à la circulation des hommes et des idées. Les soviétiques, par la voix de leur représentant à Genève, M. Morozov, affirment leur intention de progresser et parvenir à un texte acceptable pour tous. Encore faut-il constater qu'ils n'envisagent de nouveau que les « méthodes » sans rien apporter de réellement nouveau au fond.

Doit-on alors conclure que cette rencontre n'aura servi qu'à conforter la situation personnelle des deux hommes face à leur opposition intérieure respective ? Brejnev aurait-il démontré aux « durs » du Kremlin que sa politique de détente évolue d'une manière positive, tandis que Valéry Giscard d'Estaing aurait pu renforcer son image de marque — celle d'un homme brillant, conservant à égalité avec les Grands de ce monde — à un moment où les sondages d'opinion lui font accuser une baisse de popularité.

Youri ALEXANDROV

une violence rouge et noire

● De la Bolivie au Chili, quelles leçons politiques tirer ?

Au Chili, combien de morts dans cette guerre implacable menée par l'armée contre une partie de la population ? Au moins quarante mille, et peut être plus encore tant est grand le nombre des disparus...

Au milieu de beaucoup d'autres, un livre (1) nous donne, sans commentaires superflus, les chiffres, les faits, les témoignages qui permettent d'établir un premier bilan de ce déchaînement de violence aveugle qui a commencé un matin de septembre 1973. Un changement cependant a marqué ces quatorze mois d'horreur : alors qu'on avait assisté au début du soulèvement à une répression haineuse, frénétique, mais souvent aveugle et brouillonne, elle s'est faite depuis quelques mois ordonnée, scientifique, moderne en un mot.

Il y a cette longue horreur, que dépeignent trop de témoignages concordants. Il y a aussi l'arrière-plan du putsch, avec, établie de façon indiscutable, la participation de la C.I.A., du groupe I.T.T., des Etats-Unis tout entiers au

sabotage économique et à la subversion politique. Quels que soient par ailleurs les faiblesses du gouvernement Allende, il faut méditer, pour nous autres Français, cette opération qui révèle au grand jour les procédés habituels de l'impérialisme américain.

Telle est la première leçon de cette « expérience chilienne » qui sombra, en particulier, pour avoir voulu reconquérir l'indépendance économique perdue. Il y en a d'autres, qu'analyse Régis Debray au terme d'un ouvrage passionnant (2) en dépit de sa gangue marxiste et des contorsions qu'elle impose à l'auteur. Révolutionnaire qui présente l'avantage d'avoir combattu ailleurs que dans les milieux parisiens, Régis Debray tente d'établir un bilan critique de dix années d'agitation en Amérique latine. Bilan des expériences bolivienne, vénézuélienne ou guatémaltèque (3), des guérillas rurales ou urbaines, qui ne manque pas d'intérêt, sur le plan technique, pour les habitants d'autres continents.

Bilan aussi de l'écrasement du régime chilien, posant le vieux débat de la réforme et de la révolution — toujours tranché de manière radicale mais éclairé ici d'un jour nouveau — et celui, plus concret encore, des conditions de la lutte armée. Car qu'il s'agisse de

guérilla insurrectionnelle ou de défense de la légalité nouvelle, cette forme de lutte est vouée à l'échec dès lors que l'armée est dans l'autre camp avec son expérience, son organisation et sa technologie. Leçons à méditer à une époque où les solutions de la force brute risquent de séduire des esprits désarmés.

Faut-il rendre les armes ? Régis Debray estime au contraire que la « crise révolutionnaire » est non seulement souhaitable mais dans la simple logique d'une politique socialiste de réformes. La violence est donc au bout du chemin, que nécessite l'élimination de « l'autre camp ».

Violence « sélective », et « nécessaire » parce que « juste », du moins en théorie. Car Régis Debray sait bien que, de l'île Dawson à l'archipel du Goulag, seule change la couleur des uniformes. On ne saurait s'y laisser prendre, pas plus qu'aux reflets contrastés des violences qu'il célèbre ou qu'il condamne.

Yves LANDEVENNEC

(1) Chili : Le dossier noir (Seuil).
(2) Régis Debray : La Critique des Armes (tome I). Seuil.
(3) Régis Debray : La Critique des armes (tome II) : Les Epreuves du Feu. Seuil.

Les Cahiers de l'APN

n°1 Sommaire

- Pourquoi ce cahier ?
- Gérard Leclerc
 - Qu'est-ce que la politique ?
 - Ultra-gauche et extrême-droite
 - Une conception de l'homme
- Bertrand Renouvin
 - Le comte de Paris, un prince pour notre temps
- Jeu de trente questions

Dossier

LES MULTI-NATIONALES

Prix pour
un exemplaire
6 F franco.
Commandes à
I.P.N.
B.P. 558
75026 Paris Cédex 01
C.C.P. La Source
33 537 41

le beaujolais en émoi

Un grand domaine vinicole, dans le beaujolais, une poignée de travailleurs « gagés libres », une société française, la « Chemineau S.A. » aux mains du plus grand trust transnational de vins et spiritueux, et le drame se joue.

En 1971, la « Chemineau S.A. » achète une partie des parts de la société du « Château de Pizay », exploitant le domaine du même nom : 240 hectares dont une centaine d'appellation contrôlée « Morgon ». En janvier 1974, M. Gordon, P.-D. G. et propriétaire du domaine vend le reste de ses parts.

Immédiatement les moyens d'exploitation changent. L'ancien régisseur refuse de transformer ses anciens ouvriers agricoles en O.S. travaillant plus de 10 heures par jour pour un salaire inférieur au S.M.I.G. Une quinzaine de travailleurs s'unissent, créent une section syndicale C.F.D.T., rédigent, dès le mois d'avril, un cahier de revendications, préparent des élections syndicales.

Le représentant de la société transnationale exclut M. Cuterone qui avait fait acte de candidature pour la délégation du personnel, ainsi que trois autres ouvriers. Aussitôt les syndicats réagissent (F.D.S.E.A., M.O.D.E.F., paysans travailleurs), fondent un comité de coordination qui décide avec les trente travailleurs du domaine de recommencer l'action au moment des vendanges.

Le 28 septembre 1974, une quinzaine d'employés décident la grève pour le lendemain. Une partie des vendangeurs (travailleurs immigrés, étudiants) font acte de solidarité. Ils seront licenciés le lendemain même. Le 26 octobre, quatre cents ouvriers vinicoles du beaujolais défilent devant la maison de M. Cuterone et demandent sa réintégration. Une pétition circule dans le domaine et, malgré les me-

naces, vingt-quatre des trente employés, signent pour la réintégration de leur délégué syndical — père de huit enfants et qui travaillé au domaine depuis quinze ans. Des opérations de soutien se développent : vente d'une cuvée spéciale, projection d'une bande vidéo à Lyon.

Contre les entreprises du genre de la « Seagram's Distillers Corporation », qui possède quatre domaines dans le bordelais, un domaine dans la vallée du Rhône, qui vend en France les champagne Mumm et Perrier Jouët, qui possède le cognac Augier, et s'intéresse aussi à l'immobilier (U.F.I.) et aux parfums (Dior), nous verrons ce genre de luttes se multiplier.

François DELESALLE



AUX SOUSCRIPTEURS DE L'ÉDITION ORIGINALE D'UN AUTRE MAURRAS

Avec beaucoup de retard l'édition originale d'Un Autre Maurras est maintenant disponible. Nous nous excusons auprès des souscripteurs de ce grand retard indépendant de notre volonté. Les ouvrages vont être expédiés cette semaine par paquet recommandé, les souscripteurs de la région parisienne peuvent venir retirer leur livre dans les locaux.

avis aux abonnés

Après la fin de la grève des P.T.T., la N.A.F. reprend son rythme de parution normal à partir de cette semaine. Nos abonnés doivent recevoir les deux numéros de 12 pages qui ont paru pendant la grève. Néanmoins nous avons décidé de prolonger tous les abonnements d'un mois. Nous sommes sûrs que vous aurez à cœur de compenser par vos dons la perte financière que nous subissons de ce fait. Notre souscription continue, plus que jamais dans cette période difficile, nous avons besoin de votre soutien. Envoyez vos souscriptions au C.C.P. N.A.F. Paris 642-31 en précisant « pour la souscription ».

Il y a quelques mois, dans le cadre des mesures-gadget, M. Giscard d'Estaing décidait de tenir un conseil des ministres à Lyon, pour bien montrer la volonté de décentralisation du pouvoir.

C'est sans doute au même moment que M. Poniatowski a décidé de déplacer la préfecture du Var de Draguignan à Toulon, sans consulter un seul élu local ni, a fortiori, les populations intéressées. Alors, ce sont les émeutes de Draguignan.

Voilà bien le comportement typique de ce système politique. Le mépris des gens.

Mais ce n'est qu'un exemple parmi d'autres, dans cette région « Provence-Côte d'Azur » qui subit depuis quelques années des transformations spectaculaires. Quel est son avenir ? Notre collaborateur Michel Fontaurrelle a mené une enquête. Il nous livre ici ses impressions.

la région

... MAIS AUSSI DESEQUILIBREE

1 - une illusion de bonheur

« Voyez-vous Monsieur, ce qui « paye » le plus, c'est l'exploitation du vice, et Nice qui a tout pour plaire — une récente enquête de l'hebdomadaire *Le Point* vient de le rappeler — Nice donc devrait s'engager à fond et sans scrupule dans cette direction : exploitation intensive des salles de jeux, ouverture d'éros center, de cliniques du plaisir, les idées ne manquent pas le filon est inépuisable et du monde entier les avions et les devises arriveraient jusqu'à nous. »

A écouter de tels propos, qu'en début d'été me tenait un Conseiller Général des Alpes-Maritimes, je ne pouvais m'empêcher de penser à ce que le royaliste Jean des Vallières écrivait à propos de certains méridionaux qu'il qualifiait d'outranciers bavards donnant aux mots plus de volume qu'ils n'ont de sens. Mon incrédulité amusée était si évidente que mon interlocuteur crut bon de préciser sa pensée : « A notre époque, il n'y a que le « pognon » qui compte, tout le reste est baliverne, soyez-en persuadé, dans cette région, celui qui n'en a pas est un pauvre type ».

Cette dernière affirmation ne pouvait laisser indifférent. Cet homme n'était-il pas, en définitive, représentatif d'un état d'esprit qui prédominerait actuellement dans cette contrée dont on s'accorde pourtant à dire qu'elle fut bénie du ciel. Une légende provençale ne raconte-t-elle pas que le créateur, après avoir bâti le monde, utilisa les restes de tout ce qu'il y avait de meilleur pour façonner cette région ? Il fallait donc partir à nouveau à l'écoute et à la recherche de cette Provence que je croyais si bien connaître.

Parler du midi de la France, aussitôt surgissent les clichés traditionnels : la Canebière, les chevaux de Camargue, le Carnaval de Nice, les pétanqueurs de Sisteron. Ce n'était pas là mon itinéraire, mais de Marseille à Valréas, de Toulon à Menton, sans oublier ces villages perdus ou presque de ce que, naguère, on appelait « arrière-pays » baptisé depuis peu « haut-pays » pour ne plus froisser la susceptibilité des populations locales qui, d'ailleurs, s'en moquaient éperdument, je suis allé voir, revoir et écouter. S'il me paraît utile de livrer ici quelques réflexions qui n'auront pas, bien évidemment, la prétention d'appréhender le sujet de façon exhaustive, c'est qu'elles ne me semblent pas déplacées pour mettre en lumière, de façon concrète, la justesse du combat mené par la N.A.F. dans sa recherche d'un « projet de civilisation ». Car, au terme de cette enquête, conduite depuis près de quatre mois, il m'apparaît à l'évidence que

si la politique menée actuellement dans cette région n'est pas modifiée radicalement on en arrivera, à tous coups, à une **destruction totale, humaine et physique**, d'une contrée qui n'avait pourtant pas usurpé la réputation d'avoir réussi à créer un véritable « art de vivre ».

UNE REGION ECARTELEE...

Contrairement aux idées généralement admises, la région « Provence-Côte d'Azur » **manque d'unité**.

Unité historique tout d'abord. Les dernières terres à intégrer l'ensemble des six départements qui forment la région ne le firent qu'en 1947, lorsque les habitants de certaines communes des hautes vallées de la Roya, de la Tinée et de la Vesubie, à la suite d'un référendum, décidèrent de se séparer de l'Italie — ce qui vaut aujourd'hui, à un boulevard du si pittoresque village de Tende, de porter le nom de Georges Bidault, ministre des Affaires Etrangères à l'époque du rattachement — où il est prouvé que les vicissitudes de l'histoire récente n'ont pas alerté les sentiments de reconnaissance des Tendasques ! Le Comté de Nice était rattaché à la France et, par là même à la région, après le plébiscite de 1860, alors que le Comtat-Venaissin l'était depuis 1791. Faut-il rappeler que la Provence fut mise au royaume de France « comme un principal à un autre principal » dès 1486 !

Unité géographique ensuite. Les 31 500 km² de la région sont essentiellement composés de trois parties très inégales qui s'articulent, d'une part, en un ensemble montagnard important, le deuxième de France après le Massif Central et qui, des sommets du Queyras et de l'Ubaye, descend vers les plateaux de la Provence calcaire, d'autre part, en plaines alluviales bordant le sillon rhodanien, enfin en une étroite bande côtière.

Aucune unité administrative enfin ne semble avoir été réalisée, Marseille n'ayant pas réussi à s'imposer définitivement comme métropole régionale face à Nice qui, ainsi que nous le verrons plus loin, a entrepris la lutte afin d'obtenir son « indépendance régionale ».

On ne saisisait pas pleinement les problèmes qui se posent à la région si, après avoir rappelé ces phénomènes globaux, on passait sous silence certaines caractéristiques plus ponctuelles, mais qui pèsent d'un poids très important dans les déséquilibres constatés.

Quatrième région française pour le chiffre de population, la « Provence-Côte d'Azur » se caractérise par une poussée démographique bien plus forte que dans l'ensemble national. Il convient de noter toutefois que cette poussée est due à un très important mouvement migratoire, le taux d'accroissement naturel étant nul et quelquefois négatif, par exemple dans les Alpes-Maritimes. Or, ce capital humain que l'on pourrait considérer comme un atout favorable à l'équilibre du développement est **très inégalement réparti**, la population s'étant portée essentiellement sur la bande côtière où la densité moyenne atteint 430 habitants/km². L'ampleur du phénomène apparaît en pleine lumière lorsque l'on constate par exemple que la **population totale des Hautes-Alpes et des Alpes de Haute-Provence ne compte pas plus d'habitants que le XVI^e arrondissement de Paris**, ou encore que la plus forte densité intérieure à Carpentras est à peine supérieure à la plus faible densité « Littoral/Vallée du Rhône » en Arles.

Tirer les conséquences de ce phénomène au niveau du « cadre de vie » laisse apparaître une situation particulièrement navrante.

A l'intérieur, la **dépopulation agit sur le milieu naturel**. Le terrain abandonné retourne à la friche. 26 % de la superficie régionale contre 14 % sur le plan national ; le couvert forestier essentiel à la vie du pays se détériore inexorablement par défaut de surveillance, et au passage, il faut relever le contenu d'une enquête récente qui démontre que si les spectaculaires **incendies** de la forêt méditerranéenne sont sans commune mesure avec ce qu'ils étaient il y a à peine une vingtaine d'années, il faut l'attribuer au fait que des dizaines de villages et hameaux **sont actuellement sans habitant**, cet abandon entraînant celui des centaines de kilomètres de ruisseaux et canaux artificiels qui quadrillaient les campagnes en créant autant de pare-feux.

Sur la **frange côtière** les résultats de la **surpopulation** sont encore plus désastreux. La consommation accélérée de l'espace fait naître la **spéculation** pour le plus grand profit des financiers. Les lois du marché et l'importance de la demande ont entraîné l'exploitation des filons superficiels du patrimoine naturel de la région. Cette dilapidation aboutit à mettre en conflit les unes les autres les différentes fonctions qui se disputent l'espace et conduit par

"provenance-côte d'azur"

là au chaos ou à la ségrégation. Cette ségrégation est remarquable, notamment au niveau de l'habitat social rejeté à l'arrière de la côte et qui voisine souvent avec entrepôts, ateliers et décharges publiques. Quel touriste, quittant Nice par la splendide Promenade des Anglais, émerveillé par la beauté du paysage, sait, en franchissant le pont du Var à une extrémité du célèbre boulevard, qu'il passe à quelques centaines de mètres d'un des plus importants bidonvilles de France installé à la Digue des Français ? A cela, il convient d'ajouter que l'absence ou le petit nombre de stations d'épuration et d'installation de traitement des ordures ménagères conduisent à la pollution et à la dégradation des biocénoses marines dont dépend, en grande partie, notre oxygène. Dans un rapport très officiel on peut lire ceci : « Cette richesse fondamentale de la mer qui n'occupe déjà qu'une surface limitée subit, en outre, une agression brutale : ainsi sur un total de 190 km de côtes, s'étendant à l'embouchure du grand Rhône à la limite orientale du département des Bouches-du-Rhône, 165 km présentent des fonds actuellement en rupture d'équilibre naturel du fait des interventions humaines. Autrement dit, dans ce département 82 % de la vie sous-marine — qui contribue à permettre la nôtre — sont en voie de disparition ». Faut-il encore parler de la congestion des équipements publics, en particulier sur le plan routier et de la distribution de l'eau potable ? La liste des méfaits n'est pas close et elle pourrait être fort longue.

Tout aussi net, mais avec des conséquences différentes, il faut relever un important déséquilibre économique régional.

Sur le plan industriel, Marseille, pôle théoriquement attractif, n'a pas su créer une industrie véritablement régionale. Traditionnellement orientée vers les activités de l'Outre-Mer où s'investissaient ses capitaux, la capitale de la région subit les contre-coups de la décolonisation auxquels sont venus s'ajouter les effets de la libre concurrence imposée par le Marché Commun dont sont bénéficiaires les grandes régions de l'Europe industrielle.

Le champ ayant ainsi été laissé libre aux capitaux venus de l'extérieur, ceux-ci ont pu facilement venir « coloniser » la région et, soit en exploiter les richesses comme la bauxite de Provence avec le groupe Pechiney, soit en financer les investissements les plus importants, en particulier dans les industries de raffinage ou dans la construction du complexe de Fos. Cette colonisation s'accompagne des traditionnels effets de domination, en particulier non investissement des bénéfices sur place et décisions imposées de l'extérieur et, à ce sujet, les ouvriers de Titan-Coder savent à quoi s'en tenir.

En agriculture, quelques réussites peuvent être enregistrées au niveau de certaines productions, mais, là encore, nombreux sont les problèmes qui se posent et en citer deux n'est pas épuiser le sujet.

Dans ce domaine particulièrement actif de la production des fruits et légumes dans le Vaucluse, les petits propriétaires sont dominés

par les circuits de distribution. Le contrôle et la commercialisation des produits ont échappé au producteur. Le système en place est entre les mains d'intermédiaires indépendants du producteur et seuls juges des prix.

Enfin, il faut relever ces propos tenus par un des participants à la dernière session extraordinaire de la Chambre d'Agriculture des Alpes-Maritimes en juin dernier pour mesurer la détresse d'une profession : « ... Les agriculteurs ne représentent plus que 6 % des actifs du département et 62 % des exploitants sont âgés de plus de 65 ans.

Ces données sont dramatiques pour l'avenir du département. Le processus de dégradation démographique est entamé et atteint le seuil

en-deçà duquel l'équilibre humain est rompu. »

Amères constatations ! Mais cette région dont la séduction naturelle en arrive à masquer la profondeur de ses problèmes a-t-elle un avenir ?

Au cours du premier semestre 1971, le Ministre chargé du plan donnait des instructions aux fins d'établissement d'un plan régional de développement. Un document, « le programme régional de développement et d'équipement de Provence-Côte d'Azur » était élaboré qui, pour tout ce qui touche le littoral faisait siennes les propositions découlant d'un document parallèle publié sous le titre de « Schéma d'Aménagement du Littoral Provence-Côte d'Azur ».

2 - quel avenir ?

Je n'analyserai pas dans le détail ces documents dont les directives devaient permettre la réalisation de trois objectifs globaux : développement économique par une industrialisation accrue et une promotion du tertiaire supérieur, développement des activités rurales et aménagement équilibré du territoire. Ce qu'il faut dire par contre, c'est qu'une lecture attentive des rapports révèle le meilleur et le pire, ces deux notions étant d'ailleurs étroitement imbriquées. Cet excellent travail technique souffre d'évidence de la « mentalité » qui l'imprègne, mentalité qui ressort des mythes et des finalités imposées par le système économique dans lequel nous vivons. Que penser d'un document qui, théoriquement, engage fondamentalement l'avenir d'une région et de ses habitants, lorsque, au fil des pages reviennent, lancinants, ces mots : « compétitivité, commercialisation optimum, seuil de rentabilité ».

DES PROPOSITIONS OFFICIELLES MEDIOCRES...

Que penser d'un projet placé fort justement sous le signe de la qualité de la vie : « L'aménagement du territoire régional doit être accompagné d'une politique au niveau de la qualité de la vie pour promouvoir l'homme dans sa plénitude »... et qui expédie en moins de quatre pages le chapitre traitant de cette affaire, alors que le rapport complet en compte 596 ?

Quel crédit accorder à un document où l'on peut lire cette phrase que l'on peut supposer à la rigueur écrite dans un moment de distraction ou parce que les mots s'enchaînent joliment : « La technique n'est-elle pas en mesure de parer aux plus grands risques qu'elle engendre ? ». Triste plaisanterie lorsque l'on constate que la technique est mise essentiellement au service de l'accroissement du profit. En fin de compte, passée l'exaltation de l'introduction où la générosité du projet se paye de mots, il faut vite en revenir à la réalité. Qu'on en juge.

Après avoir établi un diagnostic sur la bande littorale, les rédacteurs du rapport proposent diverses alternatives devant guider les choix à faire et l'on peut lire celle-ci qui est en même temps un aveu terrible : **Faire croître les revenus des habitants ou conserver la qualité du cadre de vie et l'équilibre de la nature**. Est-ce clair ? Chacun en tirera la conclusion dans un pays où l'accroissement des revenus est un « impératif catégorique ».

Faut-il continuer la démonstration ?

Traitant de la forêt méditerranéenne, le rapport, bien que lui reconnaissant un facteur d'équilibre écologique et humain essentiel, constate qu'elle n'est pas « rentable économiquement » ; « ... gérée avec des crédits publics distribués avec parcimonie ... mal entretenue, la forêt provençale est une proie facile pour le feu ». Les statistiques sont là. Dans le Var, 120 000 ha de bois ont été incendiés entre 1961 et 1970. Pas rentable ? à la trappe la forêt ! Qu'importe son action sur l'alimentation des nappes phréatiques, sur la régénération de l'oxygène, sur l'égalisation du climat, toutes choses non mesurables et qui n'ont pas leur place dans la détermination de l'évolution des comptes économiques de la nation où seul ce qui est de nature à faire grimper les courbes de croissance est digne d'intérêt.

(Suite page 8)

... ET QUI HEURTENT TROP D'INTERETS

Ce serait cependant faire preuve d'injustice que de condamner sans appel la totalité de ce projet. A dire vrai certaines propositions, isolées d'un contexte exécutable sont acceptables et quelques-unes séduisantes même. Mais à nouveau, il faut rapidement déchanter devant la réalité. Ce plan sur lequel les élus locaux se sont prononcés et qui a reçu l'aval gouvernemental n'est en réalité qu'un vulgaire « chiffon » de papier qui, même dans ses imperfections, ne s'impose à personne. Ses dispositions heurtent-elles un intérêt quelconque, financier, politique ou même administratif — ce qui est un comble — et allègrement il est passé outre aux orientations proposées sans que les populations locales et leurs représentants soient consultés.

Les exemples ne manquent pas pour illustrer cette attitude méprisante.

Notre journal (N.A.F. n° 88) a déjà attiré l'attention des lecteurs sur les opérations immobilières de la marina de Bormes-les-Mimosas. Le 28 juillet dernier, M. Galley, Ministre de l'Équipement, visitant le Littoral varois, déclarait à propos de ce chantier dont les travaux étaient arrêtés à la suite de décisions de justice : « Je me suis rendu compte que cette réalisation donne satisfaction à bon nombre de Français et c'est surtout cela que doit retenir un ministre conscient du bonheur de ses compatriotes ».

La phrase est habile pour faire avaler la chose. En quelques mots, on y retrouve les notions tabous de volonté populaire et de bonheur et l'on sait que les deux éléments du binôme sont indissociables en régime de démocratie formelle. Cependant, puisque dans notre famille de pensée, nous ne sommes pas tenus à pareille idolâtrie, nous nous demandons si le Ministre prend tous ses concitoyens pour des innocents ayant perdu leur sens critique.

Ainsi cette opération satisfait un bon nombre de Français ! Reste à le prouver, mais ce qui est certain, c'est qu'elle remplit d'aise, sans aucun doute, le Baron Empain, promoteur belge de la Marina, et l'on est heureux de constater que les intérêts de ce financier coïncident si bien avec le goût des travailleurs de Bormes-les-Mimosas. Voilà peut-être résolu dans ce

coin de Provence le problème de l'Association « Capital/Travail ». Mais, trêve de plaisanterie, il faut savoir et faire savoir — n'en déplaise au Ministre — que le Conseil d'Etat a annulé la concession d'endiguage et que le Tribunal administratif de Nice a annulé le permis de construire. Dans les deux cas, les juges ont déclaré que la « Marina » n'était pas justifiée par « l'intérêt général ».

Et la question se pose : quelle valeur attribuer à un document officiel, approuvé par le gouvernement pour constituer une directive nationale d'aménagement du territoire, dans lequel on peut lire cette phrase : « On n'acceptera sur le domaine public maritime créé que des équipements et services d'usage collectif qui sont indispensables à l'exercice des loisirs... L'habitat privatif permanent ou secondaire sera, en principe, exclu », si les décisions sont, en fait, imposées par des promoteurs privés ? Qui donc parlait de changement ? La république immobilière est toujours là.

Exemplaire aussi est l'affaire du transfert de la Préfecture du Var de Draguignan à Toulon. Dans le « plan de développement », on peut lire à propos de l'aménagement de l'espace régional et tout spécialement au sujet de Draguignan : « l'appareil administratif et commercial de la ville est un support vital pour les populations rurales et les petites villes de Haute-Provence ».

Qu'importe, sur un simple coup de téléphone du Ministre de l'Intérieur au Préfet du Var, la décision du transfert est annoncée. Il n'est évidemment pas question dans cette affaire de parler du désir de la majorité des français. Comment le Ministre pourrait-il songer dans la mesure où les manifestations populaires, souhaitables exercices de « démocratie locale » se succèdent précisément pour protester contre cette décision et où 142 maires du département sur 153 s'insurgent contre un tel projet.

Ainsi envers et contre tous, il y aura une Préfecture à Toulon. Des centaines de familles viendront augmenter la population de la nouvelle capitale varoise. Pour vivre de quelle façon ? Et à nouveau, le « schéma d'aménagement » répond à la question ; nous lisons, en effet, ces phrases :

- « blocage total de certains tronçons routiers en été essentiellement entre Toulon et Menton ».
- « Le Centre national d'information routière a renoncé à recenser les bouchons sur le littoral varois : ils sont trop nombreux et constants » ;
- « A Toulon, il manque, en été, de 3 000 à 3 500 m³ d'eau par jour ... ».

Il y avait la possibilité de réaliser dans le Var, une expérience unique d'aménagement équilibré du territoire, entre une ville aux activités économiques et industrielles et une ville aux fonctions administratives. Politique oblige ! L'actuelle majorité se doit de créer son domaine à Toulon entre Defferre à Marseille et Nice, domaine réservé (sans aucun sens péjoratif) de J. Médecin. Le Préfet sera bientôt en place pour régler le problème.

Pour en terminer avec les exemples choisis, il faut parler de l'affaire du Lycée de Valréas.

Valréas est l'agréable capitale de l'enclave vaclusienne dans la Drôme, enclave créée par un caprice de l'histoire. Un paysage calme et harmonieux, un territoire riche, quelques industries « propres » constituées essentiellement de fabriques d'emballages ou de matériel de bureau, des ouvriers ni trop mal, ni trop bien payés. En fait, 10 à 11 000 habitants qui vivent dans une cité où les vestiges du passé, une fête annuelle célèbre, un salon de peinture réputé et un festival de théâtre attirent d'assez nombreux touristes, une petite ville de Provence à peine gâchée par deux ou trois H.L.M. hideuses et où le temps passe sans gros problèmes.

Et d'un seul coup, la bombe éclate. L'administration décide la fermeture du Lycée de la ville, « non rentable » affirme-t-on. Inutile d'épiloguer sur les conséquences d'une telle décision sur le plan local, chacun les devine, mais quel mépris pour les gens, pour leur existence, pour leurs problèmes ?

Pas rentable ! Le maître mot avec celui de « profit » en régime libéral, un vocabulaire qui finit par relever de l'imposture. Après le lycée, n'annonce-t-on pas la fermeture de l'hôpital, pas rentable lui aussi. Parler après cela d'aménagement de l'espace régional, relève de la farce la plus sinistre. Exemple typique, combien y a-t-il de Valréas en Provence et ailleurs ?

POUR UNE NOUVELLE « RESPELIDO » (1)

Cette redécouverte de la Provence Côte-d'Azur est terminée, le mal est si profond qu'il semble inguérissable. Et pourtant, en cette journée du 2 novembre, au moment où il faut conclure ces quelques paragraphes, je ne peux m'empêcher de trouver des raisons d'espérer. Est-ce sous l'effet de la beauté du paysage ? En cette soirée d'automne, rien ne

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la naf - 17, rue des petits-champs - paris 1^{er}

me paraît si beau que la chapelle Notre-Dame de Beauvoir, éclaboussée de rouge par les rayons du soleil couchant, dominant Moustiers-Sainte-Marie nichée dans ses rochers ; jamais le ciel n'a été si bleu, si pur et l'équilibre réalisé dans ce coin de Provence entre la nature et l'action de l'homme si évident. Non tout cela ne peut disparaître.

En commençant cet article je parlais de « région écartelée ». Cependant, au-delà des aspects purement physiques ne faut-il pas considérer que la civilisation gréco-latine qui s'est épanouie dans cette contrée, a permis, en fait, d'y réaliser une profonde unité humaine ? Cette unité déjà menacée sera-t-elle définitivement disloquée à son tour dans les années à venir ? C'est aux Provençaux à répondre, en priorité, à la question et certains ont déjà commencé à faire face à la gangrène qui ronge le pays. Une nouvelle « resplendo » est possible.

Il appartient aussi à la N.A.F. d'aider les peuples du midi à se libérer du carcan politique, administratif et financier qui l'étouffe. Que l'on n'attende pas de nous cependant la réalisation d'un quelconque « contre-plan de développement ». Il est inutile de proposer là une route, ailleurs une usine... mais il faut rappeler avec force que la libération de cette région passe en premier lieu par toute une série de dénonciations qui, à terme, remettront en cause fondamentalement les structures politiques, économiques et administratives de la France.

Dénonciation de la pseudo-régionalisation actuelle ; et ici bien qu'en le comprenant, nous devons avouer que nous estimons vain le combat mené par Jacques Médéric pour créer une région autonome « Côte-d'Azur ». Une région pour faire quoi ? Gérer un budget étié dont on ne dira jamais assez, d'ailleurs, que par le biais de la T.V.A. qui frappe les maigres dépenses envisageables, une partie des recettes régionales retourne dans le budget général de l'Etat, et formuler des « avis » dont on sait qu'ils ne seront pris en considération que dans la mesure où ils ne heurteront pas des intérêts trop puissants. De cette régionalisation attrape-nigauds, nous n'en voulons pas.

Dénonciation sans cesse renouvelée de toutes les entreprises de vandalisme ou de pillage régional opérées avec ou sans appui ministériel, par les requins de la promotion immobilière, nationale ou internationale. A titre d'exemple si les falaises d'Eze semblent sauvées des griffes d'un Balkany, il nous faut « hurler » pour dénoncer les projets immobiliers du Baou des Blancs qui détruiraient à jamais le site incomparable de Vence s'ils devaient voir le jour.

Il convient ensuite de proposer. Dans l'immédiat, je renvoie le lecteur aux travaux déjà entrepris et publiés par le groupe régionaliste de la N.A.F. en ce qui concerne la définition d'une véritable politique régionale et à la revue « Arsenal » (2) pour ce qui concerne une nouvelle conception de l'urbanisme ; mais les problèmes à résoudre sont nombreux. C'est donc à une véritable mobilisation militante qu'il convient de parvenir, où toutes les énergies et toutes les compétences doivent tendre à participer aux recherches entreprises par notre mouvement pour définir un « projet de civilisation » et le réaliser.

Et pour les Provençaux qui liront ces lignes, en signe d'espérance, je rappellerai deux vers de ce poème de Mistral « A la race latine » que Maurras dans son étude *Maitres et témoins de ma vie d'esprit* qualifiait de chef-d'œuvre :

Aubouro te raco latino ...
Aubouro te vers l'esperanco ...

Michel FONTAURELLE

i... comme immobilier

● Un dossier passionnant.

Malgré son importance dans la vie économique — et dans notre vie tout court — l'immobilier n'est que très rarement objet d'étude globale. Sans doute le sujet est-il difficile à aborder, en raison de la complexité des rouages de cette industrie et des règlements qui la concernent. Mais il est aussi très délicat, touchant de près à la politique comme de nombreux scandales l'ont démontré. Aussi préfère-t-on publier des études partielles, ou traiter du fond des choses sous une forme romancée.

Tel n'est pas le cas de Philippe Madelin (1), qui rassemble toutes les pièces du dossier immobilier dans un livre qu'il a su rendre passionnant malgré sa technicité : c'est qu'il s'agit en fait de notre vie, qu'elle se passe dans une H.L.M., une « résidence », un pavillon de grande banlieue ou un bureau, et de notre argent qui s'engouffre dans les loyers, les charges, les commissions d'agence et les remboursements de prêts. On sait que tout cela n'est pas toujours régulier et que l'argent péniblement réuni disparaît parfois dans des maisons jamais terminées, des taux d'intérêt excessifs, des profits énormes (sans doute plus de 20 milliards de francs par an). Autant connaître les mécanismes qui permettent d'exploiter sans vergogne des clients séduits par une publicité parfois mensongère et en quête d'une sécurité financière souvent illusoire.

Mais bien sûr, dans ce volumineux dossier, l'œil est d'abord attiré par ce dont on parle couramment dans les journaux : les promoteurs et les scandales politico-financiers.

Les promoteurs ? Brisant une certaine image pittoresque, Philippe Madelin montre qu'ils ne sont plus (du moins les plus célèbres) que des agents salariés du capital : ainsi Balkany et Aaron, vedettes d'articles à sensation qui masquent l'emprise des banques sur l'immobilier. Lesquelles ? Rothschild et la banque Vernes bien sûr, mais surtout les groupes Suez et Paribas qui s'affrontent dans un combat gigantesque dont on perçoit de temps à autre les échos.

Mythe des promoteurs mais, par contre, réalité des liens entre l'immobilier et la politique, qu'il s'agisse de la majorité ou de l'opposition : par exemple, Jacques Riboud aurait donné un million à Giscard et un autre à Mitterrand, tandis que des comités électoraux s'installaient dans des locaux offerts par des sociétés, tels le comité Chaban à Evry et le comité Mitterrand qui occupait — gracieusement — 800 m² de bureaux à la tour Montparnasse pendant les dernières présidentielles — ce qui n'a d'ailleurs pas porté chance à Jean-Claude Aaron.

Tels sont quelques-uns des aspects d'une histoire dont nous vivons chaque mois de nouveaux épisodes. Car l'arrivée au pouvoir de Giscard d'Estaing n'a pas modifié le fond du problème, lui donnant cependant une ampleur inhabituelle même si elle reste pour l'instant méconnue. Nous aurons l'occasion d'en reparler.

Xavier VIGNERON

(1) Philippe Madelin : *Dossier i... comme Immobilier* (Editions Alain Moreau). En vente à nos bureaux.

alfred le godillot

Tout régime a ses courtisans. Louis XIV avait les siens, dont il se méfiait comme de la peste, et chacun se souvient encore des célèbres « godillots » du Général, cibles préférées de tous les antigaullistes patentés. Le nouveau régime vient de s'en attacher un, ancien non-conformiste reconverti dans la flagornerie : étudiant les « cent premiers jours de Giscard » (1), Alfred Fabre Luce montre en effet qu'il sait manier toutes les formes de flatterie, depuis la fine plaisanterie sur l'adversaire (« une tête de Marchais vinaigrette, c'est le plat de résistance de la soirée ») jusqu'à l'hommage pesant (avec Giscard « nous sommes en danger d'intelligence. La France a connu d'autres périls »), en passant par la flagornerie éléphanterque (« les Français vivent donc assez naturellement avec lui — Giscard bien sûr — un ancien conte de fées »). Au total, 250 pages de platitudes fleuries, ou de for-

mules grotesques à la manière de René Benjamin.

Alors pourquoi parler de ce livre ? C'est que la droite américaine, pro-européenne, raciste, avorteuse et hystériquement anti-gaulliste s'y révèle dans toute sa pureté — si l'on peut dire. Fabre Luce (c'est son seul mérite) exprime parfaitement ses phantasmes, ses reniements et ses passions malsaines, lui qui fut l'admirateur de Doriot et rédacteur en chef de Rivarol. On ne sera donc pas étonné de retrouver dans son livre l'esprit de la note Stehlin, la haine des Arabes de Minute, le bon ton du Figaro et ce mépris distingué des gens qui caractérise le système tout entier. On a les supporters ou, en bon français, les souteneurs qu'on mérite.

Y. L.

(1) Fayard.

(1) « Renaissance ».

(1) Renaissance.

(2) « Arsenal » n° 9. 8 F franco. En vente à nos bureaux.

pour les journées royalistes

Longtemps le royalisme est demeuré un monde clos, indifférent au mouvement de la vie et obstinément figé dans le culte de son propre passé. Il y a maintenant trois ans et demi des militants, las de respirer l'air confiné d'une secte et d'accomplir des rites dépourvus de sens, décidèrent de donner libre cours à leur volonté d'action et d'imagination : ce fut la fondation de la **Nouvelle Action Française**, à la fois journal et mouvement politiques, soucieuse d'ouverture sur l'esprit comme d'ouverture sur la vie, mêlant le débat et le combat, la réflexion et l'action, comme l'exigeait sa passion d'un présent alors rempli des interrogations de 1968 et des assauts de la contestation.

Enfants de Maurras et de Mai 1968, nous voulions poser la question de l'Etat, et celle de notre société tout entière, dans le souci constant de la communauté nationale : telles furent les questions soulevées au cours de notre premier grand débat politique — cette nouvelle enquête sur la monarchie qui dura près d'un an, avec le concours de nombreuses personnalités venues de tous les horizons politiques.

Simple opération publicitaire ? Les années qui suivirent, avec leurs bouleversements extérieurs et nos conflits nationaux, montrèrent que rien ne pouvait nous faire renoncer à cette volonté de dialogue avec les représentants des familles politiques et intellectuelles les plus opposées.

Le risque était de se dissoudre dans un syncrétisme de bon aloi, ou de s'abandonner au courant politique dominant. Mais malgré les invectives ou les incompréhensions qui nous rangeaient alternativement chez les gauchistes ou chez les extrémistes de droite, nous n'avons jamais renié notre identité (la définissant et l'approfondissant au contraire dans des ouvrages tels que le **Projet royaliste** et **Un autre Maurras**) ni caché ce que nous voulons : la libération de l'Etat des classes et des castes qui l'asservissent, la libération de la société de la dictature des marchands, libération de la patrie de la menace toujours suspendue de l'emprise étrangère.

En d'autres termes, l'autonomie du politique dans le refus des féodalités, le dépassement de la société industrielle dans le refus de la barbarie, la réconciliation de la nation avec elle-même dans le refus de la guerre civile. Ambitions considérables par rapport aux forces quantitativement modestes que nous représentons. Mais avons-nous jamais prétendu accomplir par nous-mêmes — et encore moins pour nous-mêmes — les tâches que nous indiquons ? Des partisans, même royalistes, ne peuvent restituer au politique son autonomie, ni réaliser les révolutions nécessaires dans la justice, ni assurer aux citoyens la liberté que seule permet l'indépendance du pouvoir, pas plus qu'ils ne peuvent poser les conditions de l'unité nationale à moins de trahir le principe même qu'ils entendent défendre.

Ce qui ne signifie pas que les royalistes de la **Nouvelle Action Française** rejoignent l'un ou l'autre des camps qui s'affrontent aujourd'hui, comme l'a montré notre refus de choisir entre le candidat de la droite et celui de la gauche lors du second tour des élections présiden-

tielles. Et, comme en mai 1974, la **N.A.F.** ne cesse de s'affirmer au-delà des clivages classiques de la vie politique, dans cet « ailleurs » où se retrouvent ceux qui refusent la guerre civile, soucieux au contraire de rassembler les citoyens autour de la nation et de réfléchir aux conditions de son indépendance.

D'où l'esprit de ces journées royalistes qui synthétiseront les efforts passés et la situation de la **Nouvelle Action Française** dans le jeu politique, en même temps que sa volonté traditionnelle de dialogue sans exclusive mais sans concession aucune sur l'essentiel.

Il ne s'agit donc ni d'un congrès politique classique, ni d'une cérémonie militante ou, entre soi, on cherche à réchauffer artificiellement les ardeurs, mais bien l'aboutissement d'un travail de réflexion en commun commencé depuis plusieurs mois. Réflexion qui ne se déroule pas entre « initiés » mais qui progresse publiquement dans ce journal, avant de faire l'objet de sept forums où s'exprimeront non seulement nos militants et nos sympathisants mais toute personne ou personnalité qui nous fera l'amitié de venir s'exprimer en toute liberté.

La recherche et la discussion marqueront nos forums. La rencontre de personnalités opposées et la confrontation de leurs idées marqueront les grands débats que nous voulons organiser, soit sous forme de « face à face », soit sous forme de « table ronde ». Enfin, les invitations que nous adressons ces jours-ci à de nombreux responsables politiques exprimeront cette volonté d'ouverture qui caractérise la **Nouvelle Action Française** : giscardiens et socialistes, représentants de la fidélité gaulliste ou de l'esprit de mai 1968, personnalités de la droite, de la gauche ou d'ailleurs seront accueillies par les royalistes avec l'intérêt amical qu'ils portent à tous ceux qui considèrent la politique non comme un divertissement, un exutoire ou un moyen de promotion, mais comme le souci de la communauté nationale.

Bertrand RENOUVIN

les forums

Forum n° 1 « La Monarchie comme médiation politique » : Philippe Vimeux.

Forum n° 2 « L'indépendance nationale aujourd'hui » : Jacques Beaume.

Forum n° 3 « Identité nationale et personnalité régionale » : Arnaud Fabre.

Forum n° 4 « Entreprise et crise économique » : Philippe d'Aymeries.

Forum n° 5 « Avortement et crise de société » : Marie Lesage.

Forum n° 6 « Fin de l'institution scolaire ? » : Françoise Dumont.

Forum n° 7 « La crise de l'intelligence » : Yves Carré.



25 et 26 JANVIER

JOURNÉES
ROYALISTES

à RUEIL

VIGNETTE de SOUTIEN

Cette vignette donne droit à
l'entrée gratuite pour les 2 jours

9F

LES « VIGNETTES DE SOUTIEN »

Elles sont disponibles ! Elles sont imprimées en blanc sur fond rouge. Elles donnent droit à l'entrée gratuite pour les deux jours. Elles peuvent être vendues à tout le monde, même à ceux qui ne pouvant participer aux journées acceptent de soutenir notre action.

Tous nos militants, tous nos lecteurs doivent se mobiliser pour la vente de vignettes. Le bon ci-joint vous permettra de passer votre commande dès aujourd'hui, non seulement pour vous-même mais aussi pour en placer dans votre famille et auprès de vos amis. Un minimum de cinq vignettes par lecteur nous semble un objectif réalisable.

Alors au travail sans tarder !

Yvan AUMONT

JOURNÉES ROYALISTES BON DE COMMANDE DES « VIGNETTES DE SOUTIEN »

NOM :
Prénom :
Adresse :

désire recevoir vignettes de soutien à 9 F.

Je verse pour cela la somme de F
en règlement de ces vignettes.

Bon à découper et à retourner à
la **N.A.F.**, 17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris. C.C.P. **N.A.F.** Paris 642-31.

tous aux journées royalistes

25-26 janvier

à rueil

Les journées royalistes auront lieu les 25 et 26 janvier dans les salles de l'ELAM, 7, rue Noblet à Rueil-Malmaison dans les Hauts-de-Seine. Les salles se trouvent à 5 minutes de la station « Rueil » du R.E.R.

Le samedi la séance inaugurale débutera à 10 h 30, les premiers forums commenceront à 14 heures. Les journées se termineront par un grand meeting à 16 h 30 le dimanche.

BORDEAUX ET REGION BORDELAISE

Samedi 14 décembre.

De 16 h à 18 h 30 - Gérard Leclerc dédicacera son dernier livre « Un autre Maurras » à la librairie Barbet, 29, rue Huguerie à Bordeaux.

20 h 30 - Conférence publique de Gérard Leclerc « Maurras, un prophète pour le XXI^e siècle ». Cette réunion sera suivie d'un débat et aura lieu au Café de France, 4, cours Verdun à Bordeaux. Dimanche 15 décembre.

De 9 h 30 du matin à 18 h se tiendra, sous la présidence de Gérard Leclerc, une session de travail à l'intention des militants de la région, les lecteurs qui désireraient participer activement à la propagande de la N.A.F. sont cordialement invités à y participer. Cette session se tiendra au Café Français, place Pey-Berland à Bordeaux.

MERCREDIS DE LA N.A.F.

La dernière réunion du trimestre aura lieu le mercredi 11 décembre avec notre « invité du trimestre » : M. Marcel Loichot qui traitera « Le pancapitalisme face à la crise ». M. Loichot est ingénieur-conseil en organisation et administrateur de plusieurs sociétés. Auteur de La réforme pancapitaliste et de La Mutation ou l'aurore du pancapitalisme, il a publié de nombreux articles tendant à promouvoir une nouvelle doctrine dans le domaine économique-social.

Mercredi 11 décembre à 21 heures au 12, rue du Renard (2^e étage). Les lecteurs de la N.A.F. y sont non seulement conviés mais il est vivement recommandé d'y amener des amis.

Les mercredis de la N.A.F. reprendront le mercredi 8 janvier avec une conférence de Bertrand Renouvin « Indépendance et défense nationale ».

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone: 742-21-93

Abonnement trois mois : 20 F

Abonnement six mois : 40 F

Abonnement un an : 70 F

Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31

Directeur de la publication

Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress

72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

“le voyage” de vittorio de sica

Ce n'est pas en allant voir « Le Voyage » de Vittorio de Sica, que l'on pourra avoir une image juste de ce réalisateur italien, mort il y a quelques semaines. Atteint d'un cancer, De Sica a fait de son dernier film un véritable « chant du cygne » à l'italienne. A-t-il choisi pour sa sortie un sujet d'inspiration mélodramatique afin de nous rappeler qu'à ses yeux, la vie est un éternel mélo ? On imagine aisément ce qu'a pu être le tournage des dernières séquences du film, cet instant prolongé où Sophia Loren, de ville en ville, court inexorablement vers une mort qu'à trente ans elle sait proche.

Malheureusement, cet hymne à l'héroïne de « L'Or de Naples », produit par Carlo Ponti, est raté : premier élément gênant, l'esthétisme permanent qui préside au décor et aux prises de vue. Tout en appréciant la beauté et le talent indéniable de Sophia Loren, on est vite agacé de voir la caméra s'appesantir sans arrêt sur ses moindres mouvements, aux dépens des autres acteurs qui, de ce fait, paraissent bien falots. Il

faut d'ailleurs s'interroger sur le choix de cette nouvelle de Pirandello dont de Sica a tiré son scénario. Les personnages donnent, dans leur ensemble, une impression d'inconsistance et le sujet paraît bien tenu pour une heure quarante minutes de projection.

Reste la peinture en demi-teintes d'une société qui meurt, celle de l'aristocratie sicilienne du début de ce siècle. Mais là aussi, on éprouve un certain malaise en pensant au fastueux « Guépard » de Luchino Visconti, la comparaison quasi-automatique ne se soldant pas en faveur du « Voyage ». L'erreur de De Sica est en définitive de n'avoir pas su adopter un style, mais, au contraire, d'en avoir effleuré plusieurs et de s'être ainsi dispersé. Le sujet est mélo, mais il n'est traité en mélo que dans les dernières séquences. L'aspect de « fresque » n'apparaît que dans les décors et quelques scènes de la vie intime. Quant à la révolte des deux personnages principaux devant les tabous d'une société qui les a contraint à ne pas se marier ensemble

pour le seul respect de la volonté d'un mort, elle est bien tardive et bien molle.

On préférera sans doute, pour évoquer la personnalité du Vittorio De Sica réalisateur, se souvenir de la période d'après-guerre, de la naissance du néo-réalisme italien. On évoquera ses propres paroles : « Le néo-réalisme, c'est la poésie de la vie même » ; et l'on pensera à « Sciuscia » et à l'extraordinaire « Voleur de bicyclette », l'un des sommets de ce genre.

Pour les amateurs de gaité intelligente, signalons deux films récents « La Gifle » de Claude Pinoteau avec Lino Ventura, Isabelle Adjani et Annie Girardot, tragi-comédie dont le charme et la vivacité sont très séduisants. A remarquer également, la dernière œuvre de Franju, sorte de parodie de film d'horreur et de policier, où l'accumulation des poncifs est ordonnée avec un talent infiniment sympathique. Les cinéphiles se réjouiront de certaines allusions, peu voilées, à leur cinéma favori.

Dominique PAOLI

«PI LIN PI KONG»: «à bas Lin Piao et Confucius», tel est le slogan qui retentit depuis presque un an à travers toute la Chine et il définit en fait le propos de ce que certains considèrent comme une deuxième Révolution Culturelle. L'association dans une même réprobation du Maréchal «félon» disparu il y a trois ans et du Sage «conservateur» qui vécut il y a deux mille cinq cents ans peut surprendre.

J'ai déjà eu l'occasion de parler dans ces colonnes du deuxième terme de ce slogan et d'expliquer la portée de cette lutte contre Confucius et la tradition, l'actualité me porte à penser qu'il est temps aujourd'hui d'essayer de comprendre le sens de cette lutte contre l'influence du défunt Maréchal.

LIN PIAO ET L'ARMÉE

Dix ans ministre de la Guerre, commandant en chef auréolé du prestige d'un grand guerrier, Lin Piao a profondément marqué de son empreinte une armée où il comptait parmi ses anciens compagnons d'armes un grand nombre de fidèles et d'amis. Le temps que mit Mao à rendre publique la trahison du Maréchal montre bien la prudence avec laquelle il s'aventurait sur ce terrain dangereux. Quelle qu'en soient les réelles circonstances historiques, la disparition ignominieuse du militaire numéro un de la Chine en septembre 1971 fut ressentie avec beaucoup de rancœur par la quasi totalité de l'Etat-major de l'armée chinoise, et sans doute par une large partie des effectifs des corps de troupe qu'il avait formés. Rappelons par exemple que le petit livre rouge composé par Lin Piao (car si les pensées étaient de Mao Tse-toung, leur arrangement et leur utilisation venait du Maréchal) servit d'abord à l'éducation et à la formation morale du soldat.

Il semble que depuis la disparition de Lin Piao, les généraux témoignent de moins en moins de docilité à l'égard du pouvoir central. Récemment le bruit courait que la majorité d'entre eux avait refusé de se rendre à une réunion de la haute direction politique.

En vain le gouvernement et le parti (reconstitué vaille que vaille depuis le X^e Congrès) multiplient dans la presse et la radio les appels à l'unité. Pour éviter que chacun d'entre eux ne devienne trop puissant dans son fief on a muté entre eux huit des onze chefs des régions militaires. Enfin le 13 novembre dernier un solennel et sévère avertissement fut donné aux militaires dans l'éditorial du *Quotidien du Peuple*, rappelant sur un ton très ferme l'unité nécessaire, la soumission de l'armée au parti et mettant en garde, en termes à peine voilés, contre la tentation d'une épreuve de force: «nous ne devons pas permettre que l'armée devienne un instrument aux mains d'arri-vistes».

DEMAIN... L'ARMÉE CHINOISE

Paru au moment le plus opportun, l'excellent livre de Jean-Pierre Brulé (1) développe et étaye cette analyse. Il explique fort bien, documents à l'appui, le rôle de Lin Piao dans une conspiration pour s'emparer du pouvoir en s'assurant d'abord de la personne de Mao (dont la popularité demande qu'on le ménage), car il est, assure-t-il, devenu un tyran analogue à l'Empereur Ts'in Che-Houang suivant fidèlement les principes de Confucius et de son disciple Mencius...

sus au spectre de lin piao

L'avenir de la Chine dépend en partie de l'attitude qu'adopteront les grands chefs militaires.

Le complot démasqué, Mao semble avoir repris à son compte cette assimilation au grand Empereur qui, même s'il échoua partiellement, fut le plus grand réformateur de la Chine. Par contre retournant l'insulte à son envoyé, c'est Lin Piao qui se voit maintenant accusé d'être l'adepte de Confucius. La réaction violente à l'insulte prouve généralement qu'il a touché un point sensible.

Ce livre confirme que l'armée ne semble pas avoir été persuadée par la croisade anti-Lin, et n'admet pas de perdre collectivement la face. Tant qu'il vit, Mao est une idole intouchable... mais il a 81 ans...

Pour comprendre l'importance que comporte la réaction de l'armée en Chine Populaire il est nécessaire de rappeler ici brièvement son rôle. Rompant avec la conception habituelle de la Chine ancienne qui voyait dans l'armée chinoise mal payée et recrutée n'importe comment, toujours prête à se transformer en Grandes Compagnies, un corps de dangereux brigands, l'armée communiste fut dès l'origine fortement disciplinée et reçut une formation morale exemplaire. Pour la première fois on connut en Chine des soldats qui ne pillaient ni ne volaient. Meilleure arme de propagande par leur seul exemple, en contact permanent avec la masse populaire, les soldats furent le grand moyen d'éducation politique et de transformation

du peuple chinois. Corps très disciplinés, bien vus de la population, choyés du gouvernement, les militaires ne peuvent qu'avoir une haute idée de leur mission... Il leur sera donc difficile d'accepter de perdre la face et les accusations de Lin Piao contre le pouvoir ne sont pas sans éveiller en eux de dangereuses résonances...

D'autant que lorsqu'en 1966 Mao utilisa la jeunesse, les gardes rouges, pour détruire un parti qui lui était devenu hostile, l'armée resta dans l'expectative, aux ordres de Lin Piao. Mais lorsqu'il fallut bien mettre un terme au chaos créé par les gardes rouges, c'est l'armée qui fut chargée de rétablir la discipline. Depuis, elle est partout et détient les postes clefs dans les conseils d'administration des universités et des entreprises comme dans les comités politiques provinciaux.

Corps sans tête depuis 1971, elle ne fut que peu atteinte par les efforts pour limiter son influence dans les sphères politiques (le nombre des militaires est pourtant passé de 45 % — IX^e Congrès août 69 — à 33 % — X^e Congrès avril 73 — au comité central) car nul ne peut l'attaquer de front.

L'AVENIR ...?

L'avenir, c'est à assez brève échéance une épreuve de force entre l'armée et les gauchistes regroupés autour de Tsiang Ts'in, l'épouse du Président, et qui comporte sa parentèle et ses clients en majorité Shanghaiens (quatre figurent en bonne place au Comité Central) mais qui n'ont pas, semble-t-il, une très grande popularité: il semble douteux que la Chine connaisse une Isabelle Peron.

Du fait de sa santé et de son âge, Chou en Lai l'élément modérateur n'exerce plus guère de rôle politique. En dépit d'une promotion honorifique — la vice-présidence —, il ne dispose plus d'appuis au Comité Central. De plus, il est également honni par la clique gauchisante de Shanghai et par l'armée, la haine que lui portait Lin Piao étant du domaine public.

Lorsque Mao parlait dans un de ses entretiens d'un possible succès temporaire de la droite s'appuyant sur sa doctrine (précise-t-il), a-t-il pensé à l'armée? Toujours est-il que la mauvaise humeur actuelle des militaires semble indiquer qu'ils ne se laisseront pas facilement déposséder de leurs pouvoirs et reléguer au second plan.

Malheureusement dans son effort pour diviser l'adversaire depuis la disparition de Lin Piao, Mao a négligé de doter l'armée d'un autre chef: que lui-même. L'histoire de la Chine semble indiquer qu'après des époques de centralisation viennent souvent des périodes de division et de chaos. Si les chefs militaires arrivent à s'entendre le pire sera évité. Mais la tentation ne sera-t-elle pas trop forte, comme semble le craindre le *Quotidien du Peuple*, pour chacun des grands chefs, de se tailler un fief dans la région dont il détient effectivement le contrôle?

Yann KERLANNE

(1) Jean-Pierre Brulé: «Demain... l'armée chinoise», Baland 1974, 14 x 22, 284 pages.
Nous n'utilisons ici que la première partie du volume. La deuxième est également très intéressante mais concerne moins notre propos, elle contient une description très détaillée de l'actuelle armée chinoise.